

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 8 janvier 2024

Régional

Le secteur de l'énergie, leader de l'écosystème technologique africain malgré une baisse de 39 % du financement des start-ups en Afrique en 2023

Les startups du secteur de l'énergie ont dynamisé l'industrie, devenant le deuxième secteur le plus financé dans l'écosystème des startups, juste après la fintech. Selon l'étude de l'observatoire du financement, *Africa : The Big Deal*, le secteur de l'énergie a occupé la première place dans l'écosystème technologique africain pendant plus de sept mois en 2023. Les startups africaines ont ainsi obtenu un financement total de 2,9 milliards de dollars, soit le montant le plus bas depuis 2020 (2,1 Md USD), en recul de 39 % par rapport à 2022 (4,6 Md USD). Cependant, le déclin du financement de ces start-ups ne se limite pas à l'Afrique, mais s'aligne plutôt sur une tendance mondiale. Plusieurs nouvelles start-ups ont fait parler d'elles, notamment *Norrsken*, basée à Kigali, qui a démarré l'année avec un fonds d'amorçage de 250 millions de dollars.

Comores

U-Meck principal établissement de crédit en 2022

Selon le rapport annuel de la Banque centrale des Comores (BCC) pour l'année 2022, l'Union des Mutuelles d'Épargne et de Crédit ya Komor (U-MECK) est le principal établissement de crédit des Comores sur la base des critères du bilan, des crédits bruts et des dépôts. U-MECK compte ainsi pour 34 % du bilan cumulé des 9 établissements de crédits du pays, 32 % du montant des crédits bruts et 32 % des dépôts. *Exim Bank* arrive en deuxième position, avec 18 % du bilan cumulé, 19 % des crédits bruts et 17 % des dépôts totaux des 9 établissements. La BIC arrive en troisième position, avec respectivement 14 % du bilan total, 16 % des crédits bruts et pour 14 % des dépôts.

Ethiopie

Les exportations des fleurs fraîches auraient été surestimées

Les recettes d'exportation de fleurs fraîches enregistrées par les différentes parties prenantes du secteur auraient été sur-déclarées sur l'année fiscale 2022/23. D'après

le ministère de l'Agriculture, l'Éthiopie aurait exporté 660 MUSD de produits horticoles dont 95 % (620 MUSD) de fleurs fraîches, un montant erroné pourtant repris par le ministère du Commerce et de l'Intégration régionale, la Banque nationale et le Conseil national des exportations. Cette faute est attribuée par le ministère à la Commission des douanes qui s'est basée sur les plans d'exportation des entreprises au lieu des données d'exportation réelles (qu'elle n'a pas relevées) pour faire le calcul. Le montant réel de fleurs fraîches exporté serait d'un peu plus de 400 MUSD soit 2/3 du chiffre annoncé par la Commission des douanes. Les incohérences sont également relevées pour les années précédentes, grevant d'autant les exportations de biens du pays.

Les blocages internet : 1,59 Mds USD de pertes générées

D'après un rapport de *Top10VPN*, un site web indépendant d'évaluation et de comparaison de VPN, l'Éthiopie aurait perdu 1,59 Mds USD en 2023 en raison des blocages internet dans diverses parties du pays. Entre février et juillet 2023, le gouvernement a bloqué les réseaux sociaux tels que Facebook, YouTube, Telegram, et Tiktok dans tout le pays suite à des tensions politico-religieuses. Ceci a augmenté la demande pour les VPN de 3651 %. En août 2023, une coupure totale d'internet a été mise en place dans la région Amhara à cause des tensions avec les milices locales. La connexion a été partiellement restaurée en novembre 2023. L'Éthiopie serait ainsi le 2^{ème} pays à avoir enregistré le plus de pertes liées aux coupures volontaires d'internet dans le monde.

Kenya

Le Kenya rejoint un consortium pour développer des systèmes de batteries pour les énergies renouvelables

Le Kenya est l'un des neuf pays africains qui formeront un consortium pour développer des solutions de stockage de batteries afin d'exploiter davantage d'énergies renouvelables. Ces pays contribueront à la mise au point de systèmes de stockage innovants dans le cadre du consortium *BESS (Battery Energy Storage Systems)*, alors que le monde redouble d'efforts pour exploiter davantage son potentiel en matière d'énergie éolienne et solaire. Le Kenya abrite la plus grande entreprise d'énergie éolienne d'Afrique, *Lake Turkana Wind Power*, d'une capacité de 300 MW, et a également augmenté sa production à partir de sources solaires. Il sera donc un acteur de premier plan au sein du consortium.

Perte de 67 Mds KES dans le système de paiements de pensions

Un audit réalisé par l'auditeur général a révélé des paiements de pension irréguliers effectués par le service des pensions du Trésor national kenyan, pour un montant total de 67 Mds KES. La duplication des données d'identification, le versement des sommes forfaitaires aux comptes des personnes décédées et aux employés avant la terminaison de leurs contrats font partie de ces irrégularités. Cela a entraîné des retards de paiement aux bénéficiaires et une perte de ressources qui auraient pu bénéficier aux infrastructures publiques.

Croissance des exportations du Kenya vers les pays de la région

Selon le rapport du *Kenya National Bureau of Statistics (KNBS)*, les exportations du Kenya vers les pays voisins ont totalisé 324,8 Mds de shillings kényans au cours du troisième trimestre 2023, contre 268,7 Mds au cours du même trimestre 2022 (+20,9%). Cette croissance intervient dans un contexte de forte dépréciation du shilling kenyan. Elle s'explique en particulier par l'augmentation des demandes

d'exportation de clinker de ciment vers l'Ouganda, de lubrifiants et de préparations alimentaires vers le Soudan du Sud, de farine de blé, de préparations alimentaires et de préparations d'agents de surface organiques vers la République démocratique du Congo, et de réexportations de carburéacteur du type kérosène vers la Tanzanie. Cette décision intervient alors que les missions diplomatiques du président Ruto plaident en faveur de la suppression des barrières commerciales entre les pays africains afin de faciliter la circulation des biens, des services et de la main-d'œuvre grâce à l'intégration des blocs commerciaux régionaux.

Madagascar

Un prêt de 30 M USD accordé par *Emerging Africa Infrastructure Fund* à Axian Energy pour développer ses activités d'énergie renouvelable en Afrique

Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF), une société du *Private Infrastructure Development Group (PIDG)*, a annoncé avoir accordé un prêt de 30 M USD à Axian Energy, filiale du premier groupe malgache Axian, pour soutenir le plan d'expansion de ses activités d'énergie renouvelable visant à produire plus de 460 MW dans les dix prochaines années. Le groupe Axian prévoit l'acquisition, le développement et l'exécution de projets de centrales solaires dans plusieurs pays d'Afrique tels que le Cap Vert, le Gabon, le Mozambique, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et la Tanzanie. Axian Energy a déjà acquis une centrale solaire rwandaise de 8,5 MW en décembre 2023. Outre Jovena implanté à Madagascar, les autres filiales d'Axian Energy, *New Energy Africa (NEA)* et *WeLight Africa*, sont respectivement implantés au Sénégal et au Mali.

Maurice

L'inflation à son niveau le plus bas depuis mai 2021

Selon *Statistics Mauritius*, le taux d'inflation annuel à Maurice a diminué pour le quatrième mois consécutif 3,9 % en décembre 2023, le taux le plus bas depuis mai 2021, contre à 4,0 % le mois précédent. Les prix ont ralenti principalement pour le logement, l'eau et l'électricité (5,3 % contre 6,0 % en novembre) ; les biens et services divers (3,8 % contre 4,2 %) ; l'ameublement et l'équipement ménager (3,9 % contre 4,2 %), ainsi que l'alimentation et les boissons non alcoolisées (3,8 % contre 4,0 %). Sur une base mensuelle, les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en décembre 2023, après une hausse de 0,3 % le mois précédent.

Ouganda

Record des investissements directs étrangers (IDE) en Ouganda en 2022

Selon la Banque centrale, les flux d'IDE entrants en Ouganda ont progressé en 2022 de 80 % pour atteindre un record de 2,9 Mds USD consolidant le stock total d'IDE à 18 Mds USD. Composés à 83 % de fonds propres, ces flux ont été destinés à 75 % au secteur des hydrocarbures en lien avec la décision finale d'investissement signée en février de cette même année par les partenaires des projets pétroliers de Tilenga (Total) et de Kingfisher (CNNOC). Les secteurs des télécommunications et de la Banque ont généré des flux de respectivement 500 et 200 MUSD. Les Pays-Bas (38 %), le Royaume-Uni (37 %) et l'île Maurice (7 %) avec qui l'Ouganda a signé des accords de non-double imposition sont les principales terres d'origine de ces flux devant le Kenya (5 %) et la Suisse (3 %).

L'inflation en 2023 bien en deçà des attentes des autorités

Le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation sur 12 mois est stable en décembre à 2,6 % (inchangé par rapport à novembre) en raison du maintien des coûts de l'énergie. L'inflation sous-jacente enregistre une légère hausse à 2,3 % (contre 2,0 % en novembre) en raison de la pression sur les services (+3,7 % contre +2,8 % en octobre). Pour 2024, la banque centrale estime que sa politique de resserrement monétaire débutée fin 2022 combinée à la stabilité de shilling ougandais (0,8 % de dépréciation en moyenne en 2023 par rapport au dollar) sont de nature, hors choc externe, à garantir une inflation inférieure à la cible de 5 %.

Rwanda

Les districts exposés à de fortes pluies se préparent aux inondations qui se profilent en janvier 2024

Les responsables de quatre districts dans lesquels sont prévues de fortes précipitations en janvier 2024, ont mis en place des mesures pour faire face aux risques d'érosion des sols, d'inondations et de glissements de terrain prévus par l'Agence météorologique rwandaise (AMR). La gouverneure de la province du Sud a annoncé que, les habitants des zones à haut risque devront bénéficier d'abris temporaires et entre-temps renforcer leurs maisons pour minimiser l'impact des catastrophes. Des efforts sont également déployés pour restaurer les terres dégradées et limiter l'érosion des sols, qui aggravent les inondations. Selon l'Office rwandais des ressources en eau (RWB), le Rwanda perd chaque année plus de 800 Mds Rwf en raison de l'érosion des sols. La carte de contrôle de l'érosion des sols montre que sur les 30 districts du Rwanda, les terres à haut risque d'érosion représentent plus d'un million d'hectares (45 % du total des terres des provinces, qui s'élève à plus de deux millions d'hectares).

Seychelles

Les Seychelles pays le plus riche d'Afrique selon Global Finance

Le dernier classement du magazine britannique *Global Finance* classe les Seychelles comme le pays le plus riche d'Afrique, en 56^{ème} position sur 193 pays, sur la base de son produit intérieur brut par habitant (PIB/ hbt) en parité de pouvoir d'achat (PPA), qui atteint 39 663 USD en 2023. Les Seychelles sont suivies dans ce classement par l'Île Maurice (66^{ème} /29 164 USD/hbt), la Libye (73^{ème} /24 559 USD), le Botswana (87^{ème} /19 398 USD) et le Gabon (88^{ème}/19 197 USD). Le classement mondial est actuellement dominé par l'Irlande (145 196 USD), devant le Luxembourg (142 490 USD) et Singapour (133 895 USD).

Somalie

La communauté internationale réagit au protocole d'accord entre l'Éthiopie et le Somaliland

Le président de la Somalie, Hassan Sheikh Mohamud, a signé une loi visant à annuler le protocole d'accord controversé entre le Somaliland et l'Éthiopie afin d'illustrer son engagement à sauvegarder sa souveraineté. L'accord, signé le 1^{er} janvier 2024, a pour objectif de garantir à l'Éthiopie un accès militaire et commercial à son littoral maritime en échange d'une potentielle reconnaissance de l'indépendance du Somaliland par rapport à la Somalie. Ce protocole a provoqué des tensions

auxquelles diverses organisations internationales ont réagi. L'Union africaine (UA), la Ligue arabe, les États-Unis et l'Union européenne ont tous appelé à une désescalade et au respect de la souveraineté de la Somalie. Il est à noter que les détails de l'accord controversé et de la loi n'ont toujours pas été dévoilés.

Tanzanie

Signature de l'Accord de Samoa

La Tanzanie a signé un nouvel accord de partenariat avec l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) d'une part et l'Union européenne (UE) avec ses États-membres. Cet accord de partenariat dit Accord de Samoa servira de nouveau cadre juridique pour les relations de l'UE avec 79 pays comprenant 48 pays d'Afrique, 16 pays des Caraïbes et 15 pays du Pacifique. L'accord a été signé récemment par l'ambassadeur de Tanzanie en Belgique, Jestas Nyamanga, au siège du secrétariat de l'OEACP à Bruxelles, en Belgique. Les principaux domaines de coopération dans le cadre de cet accord comprennent la croissance et le développement économiques durables, le commerce et l'investissement, la protection de l'environnement et la gestion des effets du changement climatique, la paix et la sécurité, l'immigration et la mobilité, la démocratie et les droits de l'homme. À partir du 1er janvier 2024, l'Accord de Samoa constituera la base politique et juridique de coopération et de partenariat avec l'UE pour la prochaine période. Il remplace l'Accord de Cotonou signé en 2000, qui pris fin au 31 décembre 2023.

Le secteur du tourisme se redresse rapidement

Le tourisme est en voie de reprise complète après l'impact de la pandémie du Covid-19. Selon la revue économique mensuelle de la Banque de Tanzanie pour décembre 2023, les recettes touristiques ont bondi de 37,5 % pour atteindre 3,3 Mds USD au cours de l'année jusqu'en novembre 2023, tandis que les arrivées de touristes ont augmenté de 27 % pour atteindre 1,8 million de personnes. Le tourisme est actuellement la première source de devises du pays, suivi de l'or. La Tanzanie a généré 2,5 Mds USD de recettes touristiques en 2019, au cours desquelles 1,5 million de touristes ont visité le pays. Cependant, suite à l'imposition de restrictions strictes sur les voyages dans le monde entier après l'épidémie de Covid-19, les recettes des voyages avaient plongé à 1 Md USD en 2020, les arrivées de touristes s'effondrant autour de 615 000. L'industrie s'est depuis redressée, avec des chiffres correspondant désormais aux projections officielles. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'atteindre au moins 5 millions d'arrivées de touristes et 6 Mds USD de recettes en 2025.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : michael.mbae@dgtresor.gouv.fr ; nairobi@dgtresor.gouv.fr